

LETTRE D'INFORMATIONS ECONOMIQUES STRATEGIQUES INTERNATIONALES

Numéro 247

31 janvier 2012

Une époque de transition vers un autre paradigme géopolitique

Le 16 janvier 2012, au lendemain d'une attaque de la France par Standard and Poor's, l'agence américaine de notation des dettes, le Premier ministre Poutine s'est exprimé. Alors que le président Sarkozy est tétanisé et refuse de s'exprimer devant les journalistes européens, V. Poutine est la seule personnalité à avoir dévoilé le scénario mis maintenant en mouvement accéléré par les initiés.

« Plusieurs régions de la planète font face à la montée de forces destructrices qui menacent en fin de compte la sécurité des tous les peuples du monde. Les Etats qui tentent d'"exporter la démocratie" par la voie militaire se rendent complices de ces forces ».

« Dans ce contexte, la Russie¹ peut et doit jouer un rôle défini par son modèle de civilisation, sa grande histoire, sa géographie et son génome culturel, qui combine de façon organique les bases fondamentales de la civilisation européenne et l'expérience séculaire de coopération avec l'Orient, où se développent actuellement de nouveaux centres de pouvoir économique et politique », a ajouté V. Poutine.

La suite est très importante : « Plus fondamentalement et à plus long terme, les problèmes actuels ne sont pas conjoncturels. Le monde d'aujourd'hui fait face à une crise systémique grave, un processus tectonique de transformation globale. C'est une manifestation globale du passage à une nouvelle époque culturelle, économique, technologique et géopolitique », a ajouté, gravement, le Premier ministre et candidat à la présidentielle russe. Poutine a logiquement conclu : « Assurément, cette période sera longue et pénible. Il ne faut pas se faire d'illusions là-dessus ».

La Russie est décidée à passer à l'attaque. Le 21 janvier 2012, lors de son passage à Moscou, l'ambassadeur iranien a fait part de la suppression du dollar dans les échanges commerciaux entre l'IRAN et

la RUSSIE. Le rial et le rouble remplaceront donc le dollar dans les échanges entre ces deux pays et un accord final a été conclu². De la part de la Russie, c'est clairement une déclaration de guerre monétaire aux parrains de Wall Street. S. Hussein et M. Kadhafi avaient agi de même...

Le même jour, tandis que la Turquie s'engageait à recevoir le bouclier antimissile, le ministre turc des affaires étrangères affirmait : « Notre amitié et notre fraternité avec l'Iran sont les meilleurs garants que nous pouvons fournir afin de préserver la sécurité de ce pays »³.

L'effondrement abyssal de l'Occident, que ne mesurent encore pas nos contemporains (pourtant les prix de l'essence et du mazout explosent SANS hausse du pétrole !), puise avant tout ses racines dans son apostasie, son rejet de Dieu et de ses commandements. Les Français ont oublié Clovis et l'Histoire de France. On parle de sainte Jeanne d'Arc, puisque l'on fête son 600^{ème} anniversaire⁴, mais nos façonneurs d'opinions sont plus intéressés à flagorner les coupeurs de mains et de têtes, les violeurs de femmes, etc. Ces derniers tuent nos soldats grâce aux armes fournies par le gouvernement français (et Otan) aux réseaux islamistes, par exemple lors de l'intervention en Libye. Le rejet des valeurs chrétiennes qui ont fait la France nous vaut des dirigeants corrompus, sans pouvoir, pratiquant la triple concupiscence. Aveuglés, lâches, couards, ils ont vendu la France au Marché.⁵ Il faut le dire et le répéter

² Immédiatement après cet accord, l'adjoint politique du secrétaire du Conseil suprême de la sécurité nationale, Ali Bagheri, s'est rendu à Pékin pour négocier avec les autorités chinoises. Pour sa part, le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, exige une poursuite des négociations avec l'Iran.

³ Cette année, les échanges commerciaux entre la Turquie et l'Iran atteindront 30 milliards de dollars.

⁴ Cardinal Pie : « Le plus riche patrimoine de notre nation, la première de nos gloires et la première de nos nécessités sociales, c'est notre sainte religion catholique... Un français ne peut abdiquer sa foi sans répudier tout le passé, sans sacrifier tout l'avenir de son pays » (1844). Quelle justesse !

⁵ Ces individus qui fréquentent les loges maçonniques (comme le sieur Sarkozy, Mélenchon et bien d'autres) mettent en pratique le mot d'ordre de George Brock Chisholm (1896-1971), ex-directeur de l'Organisation Mondiale de la Santé : « Pour mettre en place un gouvernement mondial, il est nécessaire de retirer des esprits leur individualisme, leur

¹ ... et probablement l'Allemagne. LIESI a toujours prédit un axe russo-allemand. Curieuse déclaration des responsables de Standard and Poor's : cette année, l'agence de notation ne retirera pas à l'Allemagne son triple A, même si ce pays entre en récession. Par contre, l'Italie, soumise à une cure d'austérité exceptionnelle pour satisfaire le Marché, vient de se faire dégrader de deux crans...

sans cesse : la crise actuelle - dite de la dette - ET de la perspective de la fin des Etats nations (ou *fin des temps*), puise ses racines dans la loi Pompidou/Giscard de 1973. Ce sujet fut largement développé par LIESI et d'autres. **Ce n'est pas une crise de la dette, mais une crise des intérêts de la dette!**

Depuis 1973, la hausse de ces intérêts connaît une ascension effrénée. Il était évident qu'un jour où l'autre, les officines à l'origine de cette loi, interviendraient pour abattre ce pays qu'ils haïssent. C'est le boulot du tandem agences de notation/Marché des taux et CDS.

Au cours de l'été 2007, après avoir annoncé la crise des *subprimes* (tandis que le sieur Sarkozy en vantaient les qualités lors de sa campagne présidentielle), LIESI publiait un graphique montrant que la crise immobilière américaine version *subprime*, serait tempérée à partir de 2012... époque où le dollar tendrait à se renforcer contre l'euro. Un euro désormais attaqué par ces mêmes artificiers qui furent à l'origine du déclenchement de la crise de 2007... Un euro plombé par des dettes, pardon : les intérêts colossaux des dettes nationales. On appréciera bien sûr le fait que le sieur Sarkozy ait accepté l'inscription du modèle de la loi de 1973 dans le Traité de Lisbonne⁶. On appréciera encore le refus, par ce dernier, de soumettre ce vil traité à un référendum populaire. Par contre, on peut attaquer n'importe quel pays, entreprendre ou supporter n'importe quel génocide, s'il est réalisé pour l'exportation d'une future démonocratie.

A la lumière de ces quelques éléments, et surtout de citations des initiés, il n'y a aucun doute : cette crise dite de la dette des nations, accompagnée d'un krach monétaire, obligataire, boursier et bientôt immobilier, correspond parfaitement à ce que décryptait Alexandre Soljenitsyne dans son commentaire des *Protocoles*, en 1961. Les événements qui se succèdent depuis quelques mois sont apparemment réglés comme du papier à musique.

Hier, juste avant le déclenchement de la crise des *subprimes*, Alan Greenspan décidait de quitter la présidence de la banque centrale américaine. G. Pébereau, patron de BNP Paribas, en quitte aujourd'hui la direction, lui qui fut un conseiller écouté de VGE pour l'adoption de la loi de 1973 ! Les rats quittent donc le navire. Pourquoi ? Parce que nous sommes, justement, dans le scénario des grands Initiés et grands mages occultes du *Comité X*. De ce point de

loyauté aux traditions familiales, leur patriotisme national, et leurs dogmes religieux ».

⁶ On a opéré un transfert de souveraineté des biens nationaux, on a pris en quelque sorte le pouvoir collectif de la nation pour le donner à une entité plus ou moins supranationale. Et encore, nous n'en sommes pas encore là, puisque le "marché" cache un pouvoir encore plus obscur. Cette perte de pouvoir est irréversible et inéluctable selon les traités signés par nos dingeaings inféodés.

vue, Poutine qui participe aux réunions du *bloc de commandement russe*, s'exprime en connaissant le nouveau paradigme géopolitique qui va se présenter, dès l'attaque de l'IRAN. Cela fait plus de dix ans que LIESI annonce cette guerre comme celle qui nous mettra de plein pied dans une Troisième Guerre mondiale, mais aussi une guerre civile européenne avec une prise de pouvoir (temporaire), en France, d'une coalition trotskiste/Islamistes⁷.

Ce scénario des initiés, cette crise chirurgicale de désintégration des nations⁸, sont (pour le moment) parfaitement sous contrôle. Il y a un timing précis, comme l'exprime la timide remontée technique des indices boursiers depuis Noël 2011. C'est précisément à cet instant que la Banque centrale américaine prête 62 milliards de dollars à la Banque centrale européenne⁹ pour soutenir quelques banques de toute urgence. Quelques temps après, le 15 janvier 2012, l'agence de notation Standard and Poor's (agence numéro un des familles oligarchiques - issues du protestantisme / WASP - de Wall Street), entre en scène pour dégrader de nombreux pays catholiques (mais pas protestants !).

⁷ « *Al Qaïda c'est la légion arabe de la CIA* », disait l'historien Tarpley. Au départ, Al Qaïda était tout simplement « la liste » des personnes travaillant pour les Américains dans le cadre de la guerre d'Afghanistan : c'est ce que veut dire le mot en arabe.

⁸ Commentaire intéressant de M. Prieur, numismate : « *Les monnaies existent depuis vingt-sept siècles et elles ont toujours été identitaires. Elles représentent les grandes valeurs et les grandes idées des peuples qui les utilisent. Or cette fois-ci, avec l'euro, il y a eu une volonté de déshumaniser, de préparer les peuples à la perte de tout repère national, identitaire. C'est ainsi que les billets de l'euro comportent des ponts, des portes, des monuments imaginaires et des couleurs IRRELLES. Même les dessins sont réalisés par ordinateur. Seule la signature du président de la Banque centrale européenne est humaine* ». Il y a donc un message très fort, adressé par les architectes de cette Europe babélonienne : la déstructuration de l'Occident, la perte de souveraineté nationale, la déstructuration de l'idée de nation. **C'est la première fois qu'une monnaie est réalisée en tuant toute référence identitaire.**

⁹ Que penser de la nomination de Peter Praet au poste de chef économiste de la BCE qu'occupait l'allemand Jürgen Stark, qui a démissionné en fanfare ? Pour le service de renseignement EIR : « **Mario Draghi est en passe de démanteler le mécanisme par lequel les Allemands exerçaient un certain contrôle sur la BCE, afin de faciliter les renflouements** ». En ce sens, il y a une confirmation de ce que nous affirmions : M. Draghi est un pion américain qui va détruire l'EURO. D'où notre alerte rouge pour le printemps (mai-juin), toujours maintenue et exprimée dans notre précédent numéro. Souhaitons nous être trompés !

Si l'on complète cette information par celle de la note 1, **doit-on conclure que Standard and Poor's, comme l'Américain Mario Draghi, cherchent à contraindre l'Allemagne à quitter l'euro ?**

Le plan de la Haute finance, fondé sur la dette et ses intérêts (dépendants de la « loi du marché »), produit ses effets destructeurs dans l'ensemble des pays européens : les Etats, les banques, les particuliers, les villes, etc., la banqueroute se profile !

Comme nous l'exprimions, il y a de nombreuses années, l'Argentine fut bien un test pour réaliser, en grandeur nature, ce programme de désintégration du système ultra-libéral actuel. Aujourd'hui, la Grèce illustre ce qui est concocté pour la plupart des nations. La dette et ses intérêts sont bien un instrument de contrôle collectif des populations.

Les financiers internationaux opèrent ainsi une opération de transfert de richesses des Etats et des populations vers leurs coffres personnels. Le papier va tomber toujours plus bas, et le prix des métaux précieux (que ces familles possèdent et continuent d'accaparer) va grimper de plus en plus.

En ce début d'année 2012, les Etats-Unis donnent l'impression de redresser la tête. Objectif : **permettre aux banquiers internationaux de couler l'euro AVANT le dollar**, exactement comme l'annonçait le pasteur Lindsey William, cité¹⁰ par LIESI, il y a plusieurs mois. Les Etats-Unis seront, eux aussi, en défaut de paiement, mais au moment opportun.

Au Moyen-Orient, quand les choses iront plus mal, la situation intérieure américaine imposera une politique isolationniste, tandis que l'Europe sera la proie d'une guerre civile sans merci, conséquence de politiques menées par des gouvernements laïcards qui n'auront eu de cesse de flagorner l'islam.

Si les financiers internationaux œuvrent au passage d'un monde ultra-libéral à une société communiste (une Europe ROUGE), tout doit cependant être fait pour éviter la révolte des populations. Pour cela, les manipulateurs d'opinions disposent d'un moyen qui a déjà fait ses preuves : la terreur ! Quels événements susciteront donc une peur collective ? Pour le pasteur Lindsey Williams, ses sources lui ont parlé d'un *programme du Messie du Diable*. Y a-t-il un rapport avec les événements ovniques devant servir à l'introduction d'une *religion cosmique* ? Se prépare-t-il des événements majeurs au Vatican, voire une succession ?

La gestion de la transition par la peur

L'instrumentalisation de la peur n'est absolument pas quelque chose de nouveau. Un grave attentat sous fausse bannière, dans une capitale européenne, doit toujours être envisagé avant une attaque contre l'Iran. Cette technique de la peur, est toujours employée

depuis les événements du 11-Septembre. C'est pourquoi, de ce point de vue, et comme le dit le géopoliticien Aymeric Chauprade (directeur de la chaire de Géopolitique du Collège interarmées de défense de 2002 à 2009), il faut dénoncer la vérité sur ces événements. Voici le résumé de l'une de ses interviews.

Nous vivons dans l'émotion permanente générée par le choc des images. Cette émotion l'emporte désormais sur la raison. On croit l'image, sans réfléchir à une manipulation de l'image. Or le réel ne peut se comprendre que par la raison. Quand on décrit les événements survenus depuis le 11-Septembre (qui fut un événement géopolitique déterminant) avec simplicité, on est considéré comme des complotistes. Pourtant, la version officielle est très simpliste pour quelqu'un qui raisonne. Celui qui est considéré comme simpliste conclut par la raison qu'il y a des instigateurs et des exécutants ; qu'il existe des ramifications entre les exécutants et des services secrets d'Etat. Il le démontre à ceux qui admettent, sans raisonner, ce que disent les images et les fournisseurs d'images.

Le 11-Septembre est un signal très important, à l'origine d'une succession d'événements liés au paradigme imposé en automne 2001. Le 11-Septembre a mis en évidence l'existence d'un réseau de familles puissantes, constituant le véritable pouvoir des Etats-Unis. Le 11-Septembre a démontré l'existence d'un gouvernement fantôme¹¹. Ce fait était devenu lisible sous le gouvernement de G. Ford, puis il y eut une accélération sous Ronald Reagan avec l'*Irangate*, qui assura le financement occulté d'opérations noires. Cette caisse noire de plusieurs milliards de dollars, permet d'utiliser les moyens officiels tout en engageant des opérations absentes des budgets soumis au contrôle des parlementaires. L'interaction avec le système officiel est déterminante. D'ailleurs, toutes les opérations terroristes se sont produites le jour même où les gouvernements procédaient à des exercices antiterroristes. Ces exercices sont virtuels et mobilisent des quantités d'acteurs du secteur sécuritaire occidental. Pendant leur organisation, le réel sort du virtuel. On a donc la preuve que des acteurs du cabinet fantôme sont nécessairement actifs dans le système pour utiliser réellement ces exercices en les faisant dévier de leurs objectifs officiels.

Les événements du 11-Septembre ont mis au grand jour le fait que les Etats-Unis étaient devenus une coquille vide, au sein de laquelle se cache un pouvoir qui gouverne par procuration et entend demeurer secret. Ces événements ont confirmé que les membres du cabinet fantôme exercent leurs pouvoirs à travers les structures d'Etat, bancaires, militaires et sociales du pays. L'entrisme n'est pas réservé aux trostkistes, ni la

¹⁰ Voir ses derniers commentaires dans les *Brèves religieuses* mensuelles de janvier/février 2012 – 5 €.

¹¹ Ce cabinet fantôme est différent du cartel bancaire, constitué de familles oligarchiques, de plusieurs nationalités, et donc non exclusivement américaines.

subversion aux bolcheviques. Ce fut depuis toujours le mode opératoire du pouvoir occulte.

Le choc de l'image, quasiment hollywoodienne, doit surprendre et tétaniser l'opinion de manière à bloquer tout processus de réflexion. Ces actions sont engagées pour permettre aux Etats-Unis de poursuivre leur mission : changer le monde à leur image ! Chose qui devenait absolument impossible au début du nouveau siècle. On percevait alors nettement la fin de l'unipolarité, l'émergence d'un monde multipolaire et la perte de contrôle des Etats-Unis sur la mondialisation. L'objectif de ce cabinet fantôme est d'empêcher les Européens, les Russes, les Chinois, tous les pays du BRIC, de faire de l'ombre aux Etats-Unis¹². On a ainsi éliminé les Etats voyous, on décrédibilise l'Europe par la crise de la dette souveraine. On décrédibilise l'adversaire en tant qu'Etat ou en tant que dissident politique ou individuel.

Une guerre de basse intensité continue

Bien évidemment, le jeu du cabinet fantôme est très dangereux. Il consiste à créer et surtout à maintenir des conflits partout où il y a des risques. D'où l'instabilité entretenue au Moyen-Orient, en Afghanistan, au Pakistan, et dans bien d'autres pays, dont ceux de l'Europe de l'Ouest maintenant. On entre dans une guerre de basse intensité continue, un désordre organisé. Tout cela pour justifier la présence permanente de milices privées, sous contrôle des oligarques.

Il est impossible de faire de la géopolitique en occultant la vérité sur le 11-Septembre, car c'est l'événement catalyseur du drame actuel. Voilà pourquoi les géopoliticiens des plateaux de télévision, qui ne peuvent se risquer à contrer le mensonge entretenu sur ce point, ne peuvent que nous tromper dans leurs perspectives. De même en matière de commentaires de la crise : jamais un économiste médiatique ne remettra en cause la loi de 1973. Un journaliste, souvent présent sur les plateaux, a avoué à un membre de notre rédaction, qu'il recevait souvent un appel de l'Elysée avant de s'exprimer publiquement sur la crise. Si l'on accepte la version mensongère du 11-Septembre, cela signifie que l'on accepte le paradigme qui impose les restrictions des libertés individuelles et le scénario qui en découle : c'est-à-dire que par la crise et la guerre de basse intensité, on introduit les fondements mêmes d'une structure

¹² On comprend ainsi pourquoi les initiés de plus hauts niveaux, ont encore besoin des Etats-Unis pour allumer la mèche qui doit conduire au baril de poudre qu'est devenu le Moyen-Orient. Se comprend aussi pourquoi le pasteur L. Williams dit que le dollar tombera APRES l'euro. Tandis que les agences de notation et le Marché tirent sur l'Europe, de « bonnes nouvelles » vont soutenir les Etats-Unis, qui finiront par être coulés... à cause de l'Europe.

totalitaire. Avec ce paradigme du mensonge entretenu, on donne plus de puissance à un pouvoir occulte, qui impose le totalitarisme par la destruction des repères religieux et sociaux. Le totalitarisme prend la forme de l'ultra sécuritaire, appuyé par la très haute technologie. On fait de chaque homme un numéro géolocalisable à tout moment sur la planète.

Les factions américaines du cartel ont dégradé la France

Tandis que le scénario du *chaos organisé* se déroule, concrètement, comment va se traduire cette dégradation de la note de la dette française ? Quelles seront les conséquences, sur le plan économique, de la perte de ce triple A, que N. Sarkozy et sa propre équipe n'ont eu de cesse de présenter comme un « sésame ». La logique serait de voir la France exclue des politiques d'investissement des grands fonds internationaux qui sélectionnent, pour leurs clients, les dettes les plus sûres, notées triple A. Par exemple, c'est le cas de fonds gérés par des banques privées suisses, allergiques au risque.

Logiquement, dans quelques semaines/mois, nous risquerions (d'autres dégradations sont bien évidemment attendues) d'assister à un renchérissement du "CDS" (Credit Default Swap) de la France — ces assurances que souscrivent les créanciers d'un Etat ou d'une entreprise, pour se protéger contre le risque de défaut — On peut aussi envisager, à un certain moment, le fait que certaines banques centrales, hors de la zone euro, commencent à alléger leurs investissements en obligations françaises.

Mais il y a bien pire que l'Etat à proprement parler. Le retrait du triple A devrait provoquer des dégradations de notes en cascade pour tous les organismes publics dits "subsouverains" : collectivités territoriales, entreprises ayant l'Etat à leur capital, et entreprises bénéficiant de la garantie implicite de l'Etat. Commentaire de l'économiste Christian Saint-Etienne : « *Le triple A protège l'économie française. Il ne faut pas minimiser l'impact de son éventuelle perte* ».

Quels sont, en France, les grands émetteurs de dettes ? Citons la Caisse d'amortissement de la dette sociale (Cades), l'Unedic ou Réseau ferré de France (RFF), « tous notés AAA, verraient sans doute, comme toutes les agences publiques garanties par l'Etat, leur note de qualité de crédit abaissée ». Cela renchérirait leurs coûts de financement, au détriment de leur situation financière. Ce serait aussi le cas de La Poste ou de la Caisse des dépôts et consignations (CDC)¹³, puissant soutien financier des politiques

¹³ Si le *flingage* par des entités américaines se poursuit, et que la CDC soit aussi dans leur collimateur, les titulaires de

publiques (logement, rénovation urbaine, etc.) et, dans le contexte de crise, pivot pour des opérations de sauvetage d'établissements en difficultés.

La perte du triple A de la CDC serait pour le moins malvenue, alors que l'institution doit piloter le démantèlement de Dexia – l'ex-numéro un du financement des collectivités locales, sauvé de la faillite par la Belgique et la France début octobre – et, dans le même temps, secourir l'assureur mutualiste Groupama, en l'aidant à solder ses investissements immobiliers !

« Les entreprises cotées en Bourse, dont l'Etat est directement l'actionnaire, seraient aussi malmenées par cette perte du triple A : EDF, Aéroports de Paris, GDF Suez, Safran, Thalès, Air France KLM, EADS, France Télécom, Renault, CNP. Leurs notes pourraient être abaissées et le prix de leurs CDS, s'envoler ».¹⁴

De leur côté, les collectivités territoriales, dont l'Etat est le garant *in fine*, qui pour certaines se financent sur les marchés (comme la région Ile-de-France), souffriraient aussi. Et que dire des banques, dont les investisseurs considèrent, depuis la crise financière de 2008 et la faillite de la banque d'affaires américaine Lehmann Brothers, qu'elles bénéficient du soutien d'un Etat « prêteur en dernier ressort »¹⁵.

« Au plan international, d'autres effets sont à prévoir, pour les organismes dont la France constitue l'un des grands soutiens. Le Fonds européen de stabilité financière (FESF) perdrait aussi son triple A », comme l'a laissé entendre Standard & Poor's. C'est aujourd'hui chose faite ! Idem pour la Banque européenne de reconstruction et de développement (BERD) et la Banque européenne d'investissement (BEI), dont les émissions sont garanties par les Etats.

Pour l'économiste Patrick Artus : « **Toutes les entreprises liées à l'Etat vont souffrir. Toute l'économie sera affectée** ». D'aucuns cherchent à rassurer en expliquant que les Etats-Unis ont perdu leur triple A et que cela n'a pas changé grand chose. C'est ne rien comprendre aux objectifs non avouables :

comptes à la Caisse d'Epargne ont tout intérêt à devenir... prévoyant et à planquer leurs noisettes avant que l'ogre US tue l'Ecureuil car... la chasse est ouverte !

¹⁴ Depuis la perte du triple A de la France, le 17 janvier 2012, la même agence américaine Standard and Poor's a dégradé d'un cran la note du géant public français de l'électricité EDF et de sa filiale RTE, ainsi que celle de la SNCF. S&P a également annoncé qu'elle dégradait d'un cran Réseau Ferré de France (RFF), l'Unedic, la Cades et l'AP-HP. Ces quatre poids lourds du secteur public perdent tous leur triple A pour descendre à AA+, indique l'agence dans un communiqué, avec une perspective négative sur la note, signifiant que SP envisage une autre dégradation à moyen terme.

Ce qu'il convient de retenir dans le texte d'annonce, est cette phrase : « **Ces dégradations... concernent tout particulièrement des entreprises dont le statut est lié à la sphère gouvernementale** ».

¹⁵ Nous reviendrons sur ce point dans quelques instants.

Laurence Boone, de Bank of America Merrill Lynch, prévient : « *Si le FESF devait être dégradé, si plusieurs grands pays de la zone euro étaient dégradés, le système de gestion de la crise ne sera plus vaillant du tout* ». Or le FESF a bien été dégradé et il faut s'attendre à de nouvelles attaques.

La course à l'oseille jusqu'en juin

Dans l'attente de subir de nouvelles dégradations, les banques européennes sont confrontées à un autre problème : elles ont jusqu'au 20 janvier 2012 pour remettre un plan de recapitalisation à leurs autorités de tutelle nationales. Face au danger que constitue le financement des dettes souveraines, l'Autorité bancaire européenne exige des banques qu'elles augmentent leurs fonds propres. De ce fait, **elles doivent trouver 115 milliards d'euros de capitaux nouveaux avant le 30 juin, soit en puisant dans leurs bénéfices, soit auprès des investisseurs sur les marchés financiers** ! En cas d'échec, les fonds publics seraient mis à contribution.

Cela fait décidément beaucoup de monde sur les marchés de capitaux pour trouver de l'oseille ! Ce, dans une situation de dégradation des notes d'état, des entreprises, et donc de renchérissement des taux.

A cela s'ajoute l'entrée en récession de la zone euro. Cette perspective nourrit l'inquiétude sur la capacité des banques à réaliser des profits suffisants pour les mettre en réserve, et donc, se débrouiller seules. Question : **les marchés pourront-ils absorber des augmentations de capital à répétition, en Allemagne, en Italie¹⁶ et en Espagne**, où les besoins de capitaux des banques sont élevés, avec respectivement 13, 15,3 et 26,6 milliards d'euros à trouver ? Ces émissions d'actions trouveront-elles preneurs auprès des fonds d'investissement et de pension ? Idem pour les Etats qui sollicitent, eux aussi, le marché pour leurs dettes nouvelles ?

Le 6 janvier 2012, l'augmentation de capital d'Unicredit (la première banque italienne) de 7,5 milliards d'euros, à des conditions bradées (- 43 % de décote), dans un marché tétanisé par le risque, a donné un signal préoccupant. La veille, le ministre de l'économie espagnol, Luis de Guindos, avait créé un début de panique en annonçant que le secteur bancaire devrait constituer... 50 milliards d'euros de provisions de plus pour nettoyer ses comptes face à l'éclatement de la bulle immobilière ! L'italienne Unicredit, comme l'espagnole Santander, ou l'allemande Commerzbank, sont des établissements "systémiques" dont la stabilité fonde celle du système bancaire européen. « **Les**

¹⁶ Cette année, l'Italie va devoir réaliser le tour de force de lever 450 milliards d'euros d'obligations. De tels chiffres ne veulent plus rien dire !

banques constituent l'un des grands risques d'une année 2012 particulièrement redoutée, à multiples inconnues », estime Jean-Louis Mourier, économiste chez Aurel BGC. « *Les cartes seront rebattues, le poids des anciens actionnaires dans le capital des banques va se retrouver dilué* ». « **C'est l'année de tous les dangers, un pépin sur l'émission obligataire d'un Etat et la machine européenne s'enraye, les banques le redoutent, et pour la première fois nous entendons des dirigeants comme le PDG de la Société générale, Frédéric Oudéa, nous mettre en garde contre deux années terribles en 2012 et 2013** », souligne de son côté Franklin Pichard, patron de la société de Bourse de Barclays. Les faibles volumes d'échange constatés sur les marchés, et la volatilité record des cours de Bourse, ne faciliteront pas la tâche des banques contraintes de s'y présenter. Pas plus que la frilosité des investisseurs. « **Nous donnons la priorité à la couverture des risques dans nos portefeuilles d'investissement et commençons même à "arbitrer" l'Europe au profit des Etats-Unis, où tous les indicateurs économiques sont bons depuis septembre** », affirme ainsi M. Pichard.

Par ailleurs, le resserrement du crédit qui découlera inévitablement de cet effort inédit de recapitalisation, suscite les plus vives inquiétudes parmi les économistes. Quel sera l'impact sur la croissance économique en Europe ? Des pays asiatiques connus pour leur forte croissance, avaient pris des mesures similaires. Fin 2011, prenant conscience de l'effet pervers lié à un renforcement des normes prudentielles par temps de crise, la Chine¹⁷ est revenue en arrière.

Pour Nicolas Véron, économiste au centre de recherche Bruegel, le moment choisi pour recapitaliser les banques est une très grave erreur. « *En pleine crise, le remède sera pire que le mal* ». N. Véron prédit un *credit crunch* (crise du crédit) majeur. « **Le bilan de cette recapitalisation sera négatif, toutes les banques n'avaient pas besoin d'être recapitalisées en urgence. Or elles n'ont d'autre choix que de vendre des actifs ou de bloquer le crédit** ».

Dans cette ambiance électrique où le plus grand nombre ne semble rien voir venir, ressemblant à ces naufragés du Titanic qui comprirent, seulement vers la fin du drame, qu'ils étaient perdus, la Banque mondiale vient d'émettre une alerte. Le 18 janvier 2012, en effet, elle a émis « **un avis de tempête mondiale** ». Dans son rapport, les prévisions de croissance pour l'ensemble de la planète sont descendues en flèche. Le

¹⁷ En décembre 2011, les investissements directs étrangers (IDE) en Chine ont fortement chuté. Responsable : la crise des économies avancées. Déjà en novembre, on avait relevé une baisse de 9,76 % sur un an. Dans le même temps, la Chine vient d'annoncer une croissance ralentie à 9,2 % pour 2011, après une expansion de 10,4 % en 2010. Les investissements en provenance des Etats-Unis ont reculé de 26,07 % en 2011 !

rapport conseille de « **se préparer au pire** ». Extrait : « *Ce qui est inquiétant en revanche, c'est que les pays riches et les pays en développement ont épuisé les réserves budgétaires nécessaires pour contrebalancer une aggravation de la situation. La crise qui pourrait en résulter, serait alors plus longue et plus sérieuse que celle de 2008* ». « *Toutes les régions du monde ne seront pas logées à la même enseigne. Les plus menacées seront les économies d'Europe et d'Asie centrale, car elles sont très dépendantes des banques d'Europe occidentale, qui pourraient être tentées de rapatrier leurs investissements pour se consolider* ». « *Dans la zone euro, la probabilité d'une récession est très élevée* », affirme Justin Lin Yifu, l'économiste en chef et vice-président de la Banque Mondiale.

C'est bien dans ce contexte que nous citons cet extrait d'une note du 2 décembre 2011 des experts de la banque américaine Goldman Sachs : « **L'utilisation délibérée de la pression des marchés pour forcer des décisions politiques peut être un mauvais calcul plongeant tout le système dans l'abysse** ». Tout est dit ! Quel aveu ! C'est bien la pression des marchés qui implique les plans d'austérité par les politiciens aux ordres, mais encore la mise en place d'un Mario Draghi à la tête de la Banque centrale européenne. [Relire la note 9.] Ce point est fondamental pour le destin des Européens. Il faut savoir ceci : **Mario Draghi a, par une loi qui porte son nom** quand il était Président du Comité pour les privatisations en Italie, **aboli les restrictions de la loi de séparation entre les banques d'affaires et les banques de dépôts et de crédits**. [Lire le numéro 243.] **Cet homme est un danger public, un pion du cartel bancaire introduit pour détruire l'euro !** Voilà pourquoi les Allemands se retirent tout doucement, mais sûrement, des postes-clés de la BCE. Ils ont fait le même choix que Poutine.

M. Draghi inonde les banques européennes en difficulté d'argent quasi-gratuit qui sert à acheter des obligations souveraines d'état en difficulté, pilonnées par ses amis de Goldman Sachs et Cie sur les marchés. Cet argent ne doit surtout pas aller aux entreprises et dans le système économique. Cela s'appelle un COMLOT pour une APOCALYPSE FINANCIERE à venir...

[Suite au prochain numéro.]

Dernière minute : la CDC (Caisse des Dépôts et Consignations) vient d'être dégradée...

Lettre d'Informations Economiques Stratégiques Internationales – BP 18 – 35430 Châteauneuf (F)
e-mail : liesilletter@gmail.com
Imprimé par nos soins - ISSN en cours (24 numéros)

Abonnement annuel : 112 € (soutien : 122 euros).
6 mois : 62 € et 3 mois : 34 €.

Abonnement ECONOMIQUE : 24 € pour 3 mois avec un seul envoi groupé, le 30 de chaque mois.

Règlement à l'ordre de : **L.I.E.S.I.**